

BUREAUX: RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing:

Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.
A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A TOURNAI, au bureau du journal l'Economie; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: M. DEBIEVE

Le Nord de la France
Trois mois...
Six mois...
Un an...

ANNONCES: 15 centimes la ligne.

Reclames: 25 centimes

On traite à forfait

A ce numéro est joint un supplément

ROUBAIX, 10 JUILLET 1870

C'est surtout dans le Constitutionnel que nous devons chercher en ce moment la pensée du gouvernement français. Voici en quels termes s'exprime le journal...

La situation est toujours à peu près la même. On se demande avec quelque inquiétude si le maréchal Prim persistera dans ses résolutions, premières, et s'il se fera un point d'honneur de ne tenir aucun compte des légitimes susceptibilités de la France. On se demande aussi si l'influence qu'il exerce sur les Cortès sera assez grande pour leur faire accepter une solution périlleuse. Il serait à désirer que le peuple espagnol ne mit pas une candidature qui n'a pour lui rien de national au dessus de l'amitié de la France, sa seule voisine en Europe.

Mais, c'est du côté de Berlin que doit surtout se porter l'attention de ceux qui voudront prévoir l'issue de la crise. Comment l'opinion publique accueillera-t-elle la déclaration si nette et si péremptoire de M. de Gramont? Quelle réponse M. de Werther rapportera-t-il de son entretien avec le roi Guillaume?

Si l'on en juge par les premières citations qui nous arrivent des journaux de Berlin, le langage de notre ministre des affaires étrangères a produit une profonde impression. Les Allemands sont étonnés de voir surgir, à l'improviste, un conflit aussi grave, auquel ils ne s'attendaient probablement pas plus que nous. Ils s'étonnent sans doute aussi de voir la France montrer, au lieu de résolution, quand elle a laissé passer avec un mécontentement résigné l'invasion du Danemark, la destruction de la Confédération germanique, la formation de la confédération du Nord, les traités avec l'Allemagne du Sud, la violation de l'article du traité de Prague relatif au Schleswig septentrional. La Prusse s'était sans doute fait une douce habitude de voir la France accéder à tous ses envahissements.

Le gouvernement prussien, après avoir pendant quatre ans abusé de notre bonté, vient de dépasser toutes les limites des procédés blessants et de l'indifférence orgueilleuse.

Le maréchal Prim, dont nous ne voulons pas confondre les habitudes politiques avec celles de l'Espagne, s'est laissé aller à une véritable intrigue dont les conséquences devaient avoir pour la France la plus grande gravité.

Quant à nous, notre bienveillance pour la Prusse a été poussée à l'extrême. L'Espagne et le gouvernement espagnol, nous pouvions le dire hautement, n'ont eu qu'à se louer de notre conduite à leur égard, et nous sommes convaincus que le gouvernement de l'Empereur ne cessera pas de leur en donner des preuves.

Mais si notre politique à l'égard de l'Espagne doit être douce et modérée afin de ne pas augmenter les embarras dans lesquels elle a été plongée, il en est tout autrement de notre situation vis-à-vis de la Prusse.

Cette puissance, illusionnée par de premiers succès, semble vouloir s'attribuer la prépondérance et la domination en Europe. Il est temps d'en finir avec

Avant-hier une demande d'interpellation sur les événements de Pékin a été déposée à la Chambre par MM. Kolb-Bernard, Keller, etc., etc.

Hier, le Journal officiel publiait la note suivante:

« Les nouvelles de Chine, dont le public s'émue à assez juste titre, ne présentent aucun caractère officiel.

Elles ont été reçues par des négociants de Londres, auxquels elles sont parvenues par la voie de Pointe-de-Galles (Ceylan); mais on en ignore encore la véritable origine.

Le ministre des affaires étrangères, s'est empressé de faire prendre des informations à Saint-Petersbourg, pour savoir si le télégraphe de Sibirie avait confirmé le massacre de notre chargé d'affaires et des prêtres de la mission française. M. le général Fleury écrit à la date d'hier que le gouvernement russe n'a encore reçu aucun avis.

Le Moniteur belge publie un décret qui dissout le Sénat et la Chambre des représentants.

De nouvelles élections auront lieu le 2 août.

Les nouvelles Chambres sont convoquées pour le 16 août.

Les catholiques se préparent au scrutin. Dans les diverses provinces, des réunions ont lieu, et on recueille les éléments d'un succès qui ne saurait être douteux.

EDMOND DUVAL.

PAS D'AMBIGUÏTÉ

La situation, telle qu'elle est posée par suite de l'acceptation du traité d'Espagne par le prince de Hohenzollern, est des plus nettes. Les parties engagées sont la Prusse, l'Espagne et la France, et il est impossible de trouver dans leur position réciproque l'ombre d'une ambiguïté.

Le gouvernement prussien, après avoir pendant quatre ans abusé de notre bonté, vient de dépasser toutes les limites des procédés blessants et de l'indifférence orgueilleuse.

Le maréchal Prim, dont nous ne voulons pas confondre les habitudes politiques avec celles de l'Espagne, s'est laissé aller à une véritable intrigue dont les conséquences devaient avoir pour la France la plus grande gravité.

Quant à nous, notre bienveillance pour la Prusse a été poussée à l'extrême. L'Espagne et le gouvernement espagnol, nous pouvions le dire hautement, n'ont eu qu'à se louer de notre conduite à leur égard, et nous sommes convaincus que le gouvernement de l'Empereur ne cessera pas de leur en donner des preuves.

Mais si notre politique à l'égard de l'Espagne doit être douce et modérée afin de ne pas augmenter les embarras dans lesquels elle a été plongée, il en est tout autrement de notre situation vis-à-vis de la Prusse.

Cette puissance, illusionnée par de premiers succès, semble vouloir s'attribuer la prépondérance et la domination en Europe. Il est temps d'en finir avec

de pareilles prétentions. La question doit s'agrandir et il ne suffirait plus aujourd'hui de la renonciation du prince Léopold à la couronne d'Espagne, car ce ne serait de la part du comte de Bismark qu'un procédé habile pour nous désarmer, sauf à prendre dans quelques mois une position diplomatique meilleure et à nous jeter, après avoir préparé ses forces militaires et l'opinion de l'Allemagne, dans de nouveaux et plus graves embarras.

Ce serait donc toujours à recommencer.

Le moins qui puisse aujourd'hui nous satisfaire et que nous devions demander c'est la confirmation formelle et l'exécution absolue du traité de Prague dans la lettre et dans son esprit, c'est-à-dire liberté des Etats du sud de l'Allemagne; par conséquent, évacuation de la forteresse de Mayence qui, fait partie du sud, renonciation de toute influence militaire au delà du Mein et règlement de l'article 5 avec le Danemark.

Ce sont les seules garanties qui puissent nous satisfaire, et si elles ne nous sont pas données, nos prétentions ne pourront que grandir.

(Moniteur universel.) PAUL DALLOZ.

Nous lisons dans l'Union:

Les ministères des affaires étrangères, de la guerre et de la marine sont devenus les foyers d'une activité dévorante.

M. de Gramont a reçu hier les représentants de l'Angleterre, de l'Autriche, de l'Italie, de la Russie, de la Turquie, de la Suède, de la Suisse et de la Bavière. Lord Lyons est resté fort longtemps avec notre ministre des affaires étrangères.

On parle également d'une importante conférence entre M. le duc de Gramont, M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne, et M. Nigra, ministre d'Italie.

De nombreuses dépêches arrivent au palais du quai d'Orsay.

Le personnel du ministère travaille jour et nuit.

A chaque instant des estafettes partent pour Saint-Cloud.

On annonce le...

D'un autre côté, un attaché au ministère des affaires étrangères, M. de Bourqueney, est parti pour Wilhab où se trouve M. Benedetti. Aux termes de instructions dont M. de Bourqueney est porteur, notre ambassadeur en Prusse devrait se rendre à Ems auprès du roi Guillaume.

M. de Gramont et les autres membres du ministère paraissent être résolus à ne point admettre les arguties de la politique prussienne.

Tel est le résumé de nouvelles diplomatiques, et l'on voit qu'une solution belliqueuse devient de plus en plus imminente.

Au ministère de la guerre tout se prépare pour assurer, le cas échéant, la prompte exécution des ordres d'entrer en campagne.

Il aurait été décidé d'organiser deux corps d'armée, qui se porteraient l'un sur le Rhin, l'autre sur les Pyrénées.

Le maréchal Bazain commanderait le premier corps.

Le général de division Lebrun prendrait le commandement du second corps.

Le maréchal Le Boeuf serait fait major-général de l'armée.

Le maréchal Canrobert resterait à Paris, mais le maréchal de Mac-Mahon serait rappelé d'Algérie pour obtenir un grand commandement, et serait remplacé par le maréchal Randon.

Des divisions importantes seraient attribuées aux généraux Trochu, Douai, Decaen, Ladmirault, etc.

Suivant d'autres versions, le général Lebrun serait nommé major-général de l'armée; tandis que le maréchal Mac-Mahon prendrait le commandement du premier corps, et que le général Palikao serait mis à la tête des forces dirigées sur l'Espagne.

Au ministère de la marine, M. l'amiral Rigault de Genouilly rivalise d'ardeur avec son collègue de la guerre.

L'ordre vient d'arriver à Toulon d'armer immédiatement les six plus grands transports de la réserve.

On prépare en même temps l'Entreprix, le Charlemagne, le Magellan, le Panama, et la Mayenne.

La note du Journal officiel, relative aux événements de Chine, et qu'on a pu lire dans nos derniers numéros, ne permet pas de rattacher ces préparatifs maritimes à l'envoi d'une flotte dans les eaux de Pékin.

Il s'agit (bien plutôt d'aller chercher nos troupes d'Afrique, qui ont, dit-on, reçu l'ordre de faire un mouvement de concentration et de se tenir prêtes à s'embarquer dans un bref délai.

Nous répétons tous ces bruits sans pouvoir en vérifier l'exactitude; mais alors même qu'ils seraient empreints de quelque exagération, il se dégage de leur ensemble un fait certain, c'est que notre gouvernement français est disposé à déclarer la guerre.

Les ministres disaient hier dans les couloirs du Corps législatif que lundi ils pourraient faire connaître le dernier mot de la situation.

On lit dans la Correspondance Havas:

Le gouvernement belge a reçu comme les autres cabinets notification, de la part de l'Espagne, de la candidature du prince Léopold, et lui a fait, dit-on, bon accueil. On sait, du reste, que le roi des Belges a joué...

Nous apprenons par une dépêche de Copenhague, que le discours de M. le duc de Gramont, transmis par le télégraphe dans les principales villes du Danemark, y a produit une profonde sensation.

Les troupes du camp de Hald en ont eu connaissance le lendemain, et le soir, tout le camp a été illuminé. A Vigor, chef-lieu du Jutland, la garnison a également illuminé.

En Bavière, en Wurtemberg et dans toute la partie allemande de l'Autriche, les populations se montrent très opposées à la candidature du prince de Hohenzollern. Elles trouvent que cette candidature n'a aucun intérêt pour le peuple allemand, et qu'elle peut soulever de graves complications.

Le Journal officiel de Berlin publie ce matin un article ayant pour but de dégager la politique prussienne de la question que soulève la candidature du prince Léopold de Hohenzollern.

Ce journal comme la Gazette de l'Allemagne du Nord et les autres feuilles inspirées par M. de Bismark, prétend que le gouvernement prussien est complètement étranger à cette candidature, que le prince a acceptée à ses risques et périls.

Le maréchal Prim poursuit sans interruption le travail diplomatique qu'il a entrepris en faveur de la candidature du prince de Hohenzollern.

Ainsi nous apprenons que le chargé d'affaires d'Espagne à Rome a notifié hier au cardinal Antonelli la candidature de ce prince. Le représentant du cabinet de Madrid aurait ajouté que cette candidature avait rallié dès à présent l'adhésion de tous les partis.

On voit, par ce fait, que le maréchal Prim fait assez bon marché de l'assentiment éventuel des Cortès, puisqu'il s'efforce en ce moment de présenter comme définitive une candidature qui est subordonnée à la ratification du Parlement.

Quoi qu'il en soit, le cardinal Antonelli, s'est borné à prendre note de cette grave communication.

Des lettres de Berlin nous informent que le gouvernement prussien semblerait vouloir gagner du temps pour arriver, sans prendre d'engagement, jusqu'à la réunion des Cortès, afin de rester en apparence, en dehors de la question et d'en laisser à l'Espagne toute la responsabilité.

Nos correspondants nous assurent que ce plan n'échappe pas à notre diplomatie; l'action est aussi modérée que persévérante.

On lit dans la Patrie:

On assure que M. le marquis de la Valette serait sur le point de donner sa démission d'ambassadeur près de S. M. le roi de la Grande-Bretagne.

En agissant ainsi, M. de la Valette ferait un acte tout naturel et qu'on ne pourrait qu'approuver. L'honorable ambassadeur a servi autrefois un régime tout différent du régime actuel, et il a attaché son nom dans les affaires allemandes à cette funeste théorie de grandes agglomérations, point de départ de toutes les difficultés actuelles. Un cabinet parlementaire a besoin d'avoir des agents qui partagent complètement ses idées et sa politique. — Alfred Tranchant.

Nous recevons les dépêches suivantes:

Florence, 8 juillet.

On comprend que la nouvelle si inattendue de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne ait dû éveiller profondément la France; mais la première émotion calmée, le sens politique reprend sa force et la raison diplomatique ses droits. L'Europe désire sincèrement et ardemment la paix. Le choix du roi d'Espagne ne peut pas altérer les dispositions pacifiques des cabinets. Les Espagnols, après s'être adonnés en vain à d'autres candidats, ont dû continuer leurs recherches pour trouver un prince qui acceptât l'offre de la couronne.

L'opinion ne doit pas qu'il faille considérer le choix du prince Hohenzollern comme une intrigue diplomatique contre la France. D'après elle, la France doit comprendre que désormais les relations internationales ne dépendent plus des caprices des princes ou des liaisons de famille, mais de la conformité des intérêts et des institutions politiques des Etats. La guerre pour le trône d'Espagne nous semblerait un anachronisme et une folie. Il est impossible que les puissances moins intéressées dans la question ne cherchent pas à applanir les difficultés, et probablement à aider l'Espagne à sortir du préjudice. Ce serait s'arrêter aux apparences que de soup-

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 11 JUILLET 1870.

— 5 —

LA

BASTIDE ROUGE

PAR ELIE BERTHET.

III

UNE SOIRÉE A LA BASTIDE.

Aucun acteur ne saurait imiter l'accent insinuant, le sourire plein de douceur, le geste paternel de Linguard en prononçant ces paroles; un bon père de famille n'eût pas mieux dit à une fille chérie. Seulement, de ses paupières à demi baissées jaillissaient des étincelles de feu semblables à celles qui s'échappent d'une bouteille de Deyde au contact de l'excitateur.

— Qui, oui, certainement, répliqua avec volubilité madame Meursanges. Savez-vous, ami (c'était le titre que Linguard exigeait de la mère et de la fille quand elles lui parlaient), savez-vous qu'Elisabeth aura bientôt dix-neuf ans? C'est l'âge, ou jamais, de devenir raisonnable. Elle n'est plus une enfant, elle peut apprécier les positions et les caractères, comprendre les bienfaits, reconnaître les affections véritables...

— Elle est si jeune! reprit le vieillard du même ton indulgent et paternel; il faut pardonner beaucoup à la frivolité de la jeunesse! N'est-ce pas, mon enfant, continua-t-il en s'adressant à mademoiselle Meursanges, que vous vous montrerez toujours digne, par votre obéissance et votre douceur, des soins que l'on prend de vous?

— Je l'espère, Monsieur, répliqua Elisabeth d'une voix étouffée, sans savoir ce qu'elle disait.

— Charmante enfant! s'écria Linguard avec vivacité.

Puis, se reprenant aussitôt, il ajouta de sa voix mielleuse:

— Mais pourquoi ne m'appellez-vous pas votre ami, ma fille? Pourquoi, malgré mes instances, ce titre de monsieur, si banal et si froid? Allons, venez m'embrasser, petite mauvaise; venez faire la paix, bien vite...

Il appuya sa tête sur le dossier de son fauteuil, et il attendit, les mains jointes, les yeux à demi clos, Elisabeth restait

immobile; sa mère la poussa rudement par-dessous la table.

— Elle y va, ami, elle y va... Il est tard, et la pauvre petite commence, je crois, à s'endormir. Allons, Elisabeth, va dire bonsoir à notre cher protecteur!

La jeune fille se leva précipitamment pour obéir. Au moment où elle penchait son frais et gracieux visage sur cette face jaune et ridée, elle fut effrayée de l'éclat de ces yeux étincelants. Elle frissonna; mais, après une seconde d'hésitation, elle appuya légèrement ses lèvres sur le front du vieillard et voulut s'éloigner. Une main ferme la retint.

— Adorable créature! s'écria Linguard avec chaleur, que ne ferait-on pas pour être aimé d'elle!

Elisabeth, dans l'impossibilité de s'échapper, détourna la tête; mais elle ne put cacher une grosse larme qui tomba sur sa guimpe blanche.

— Ah! ah! encore des pleurs! fit le vieillard avec impatience.

Mais aussitôt, embrassant les deux mains d'Elisabeth dans les siennes, il l'attira vers lui d'un air de bonté.

— Voyons, mon enfant, dit-il avec conviction, seriez-vous vraiment malheureuse dans cette maison auprès de votre mère, auprès de moi? Que vous manque-t-il? Êtes-vous lasse de la solitude où nous vivons? J'appellerai ici une joyeuse et agréable compagnie; je suis riche; nos plus fiers voisins s'empresseront d'accourir à la première invitation. Pour vous, je vaincrai mes goûts, je changerai mes

habitudes. Voulez-vous de belles robes, des ajustements nouveaux? ... parlez, parlez... Au moins exprimez-moi un vœu, un désir, un caprice, et vous verrez combien je serai prompt à vous satisfaire!

— Je ne désire rien, monsieur, murmura Elisabeth en sanglotant.

— Si l'on peut répondre ainsi à des offres si nobles, si généreuses! s'écria madame Meursanges exaspérée. Soite créature! se montrer ingrate à ce point envers un bienfaiteur, un ange, un Dieu sur la terre...

— Paix! paix! ma bonne amie, interrompit Linguard avec une modération affectée; ne parlons pas de cela: ni elle ni vous ne me devez rien... La satisfaction de ma conscience est la seule récompense que je cherche en faisant le bien.

La pauvre jeune fille était enfin parvenue à se dégager; elle dit, en s'efforçant de retenir ses pleurs:

— Monsieur, et vous, ma mère, ne m'accusez pas d'ingratitude. Je vous ai exprimé ma pensée: je serai pleine de reconnaissance pour un bienfaiteur, pour un ami; mais je ne puis, je ne dois rien accepter à aucun titre...

— Et pourquoi non, mon enfant? reprit Linguard avec un air de componction et levant les yeux au ciel. Dieu m'est témoin de la pureté de mes intentions; en sollicitant un autre titre que celui d'ami auprès de vous, j'avais seulement en vue votre bonheur et votre repos. Je suis

vieux; les soucis et les fatigues de l'existence m'ont épuisé. Je voudrais, avant de mourir, vous assurer, ainsi qu'à votre mère, une fortune acquise au prix de bien des sueurs. Ce projet est coupé court à toute interprétation malveillante du dehors. En mourant, j'aurais eu la consolation de penser que votre sort à l'une et l'autre serait calme et prospère.

Il se moucha bruyamment et cacha son visage dans l'ombre pour faire croire qu'il pleurait. Madame Meursanges pensa devenir folle de colère à la vue de ces démonstrations hypocrites. Elle se leva brusquement.

— Y a-t-il sur terre un pareil ange de bonté! s'écria-t-elle; ses paroles sont comme des perles qui tombent de sa bouche... Monsieur Linguard, quand vous mourrez, votre place est au ciel, soyez-en sûr; car vous êtes un saint! Eh bien! soite péronnelle, continua-t-elle en portant le poing au visage de sa fille, tu resteras donc seule insensible à tant de vertus? Tu n'as donc pas de cœur? Tu n'es donc pas ma fille? tu fais mon malheur et le tien!

— Ma mère, répliqua la pauvre Elisabeth avec égarement, je voudrais vous obéir; mais, vous le savez bien, mes engagements sacrés, contractés depuis mon enfance...

— Oui, envers un méchant petit barbouilleur de papier, qui n'a rien pour lui.

— Ma mère, je l'aime.